

Interview de M. François Hollande, Président de la République, dans le journal allemand "Bild" du 6 avril 2016, sur la construction européenne, le couple franco-allemand, la crise des réfugiés et sur le terrorisme islamiste.

BILD : Monsieur le Président, la crise des migrants, et avant le drame de la dette ? L'Europe est plongée de toute évidence dans la crise la plus grave depuis sa création il y a bientôt 60 ans. La communication entre de nombreux membres de l'UE est tendue. Est-ce que l'âge d'or est terminé pour l'Europe ?

François Hollande : « Est-ce qu'il y a jamais eu un âge d'or pour l'Europe ? Regardez ce qu'a été son histoire durant les trente dernières années. Notre Union a traversé des crises monétaires, économiques, comme politiques. Et aussi relevé des défis majeurs, je pense notamment à l'élargissement de l'Europe. Mais soyons lucides et regardons les choses en face : l'afflux de réfugiés a réveillé les crispations et les replis. Et le terrorisme a fait ressurgir des peurs et des interrogations. Or décider à 28 est plus difficile qu'à 6, 12 ou même à 15, au temps où François Mitterrand et Helmut Kohl pouvaient régler en face à face les questions liées à la réunification allemande. Ce qui reste vrai, c'est que l'Europe ne peut avancer que si la France et l'Allemagne marchent d'un même pas. »

BILD : Est-ce que les peuples en Europe croient encore au rêve européen ? En Grande-Bretagne, le débat d'un possible «Brexit» fait rage en ce moment.

« Il y a beaucoup d'euro-scepticisme, et pas seulement au Royaume Uni et le rêve européen pour les nouvelles générations s'est dissipé. Je souhaite que la Grande-Bretagne reste dans l'Union, c'est son intérêt, c'est celui de l'Europe. Mais seul le peuple britannique peut dire ce qu'il veut pour son avenir. Quelle que soit sa réponse, je suis favorable au lendemain de cette consultation à une initiative pour que les pays qui veulent aller plus vite et plus loin dans l'intégration, puissent le faire. Quant à ceux qui n'appartiennent pas à la zone euro et qui n'entendent pas la rejoindre, ils doivent être pleinement respectés comme membre de l'Union mais ils ne doivent pas freiner son évolution »

BILD : Demain, le Conseil franco-allemand des ministres commence à Metz. Vous venez de mentionner la relation très proche entre la France et l'Allemagne. Le couple franco-allemand a toujours été le «moteur de l'unification européenne». Avons-nous raison de penser que ce moteur a quelques ratés ?

« Non ! Nous avons montré que, comme nos prédécesseurs, nous étions conscients de nos responsabilités. C'est ensemble que nous avons affronté et surmonté la crise financière et porté l'Union bancaire. C'est ensemble que nous avons fixé les grandes lignes du budget européen jusqu'en 2020. C'est ensemble que nous avons travaillé à maintenir la Grèce dans la zone euro. Et même aujourd'hui s'agissant du flux de réfugiés, Angela MERKEL et moi-même avons porté la même position permettant ainsi la conclusion de l'accord avec la Turquie. Ces crises nous ont rapprochés sur le plan personnel même si nous n'avons pas les mêmes sensibilités politiques. Aussi, c'est ensemble que nous avons dans le format Normandie travaillé pour faire cesser les hostilités en Ukraine.»

BILD : Pendant la crise ukrainienne dont vous avez parlé, vous faisiez preuve avec la Chancelière d'une connivence sans faille. Par rapport aux réfugiés, l'impression prévaut qu'Angela Merkel souhaite régler le problème des migrants sans faire appel à la France. Est-ce que vous vous sentez mis à l'écart par le gouvernement allemand?

« Sur l'Ukraine, nous n'aurions pas réussi séparément. Nous avons passé un temps considérable pour chercher une solution, et pour ensuite mettre en œuvre les accords de Minsk. Sur les réfugiés, nous avons bâti ensemble une solution européenne. Mais nos situations étaient différentes. L'Allemagne accueille des centaines de milliers de réfugiés. Et fait preuve d'une grande générosité. Mais, pour l'Allemagne comme pour la France, cela ne pouvait se faire hors des règles européennes, c'est-à-dire de Schengen. J'ai donc bien compris ce que représentait pour l'Allemagne le règlement de cette question. Pour la France, l'essentiel était de retrouver la maîtrise complète de nos frontières extérieures. J'avais vu la Chancelière le vendredi 4 mars. Elle a rencontré le premier ministre Davutoglu le dimanche. Elle m'en a parlé le lundi. Et ce processus a permis de pouvoir aboutir, dix jours après, à l'accord de Bruxelles. J'ai veillé à ce que la France puisse être utile. Pour le respect des droits des réfugiés, pour le contrôle des visas concernant la Turquie et pour offrir un nouveau chapitre à la négociation. »

BILD : Depuis ce pacte de Bruxelles le nombre de réfugiés, de migrants venant en Europe est effectivement en réduction de façon drastique. Est-ce que le pire est derrière nous?

« Nous sommes revenus aux procédures de Schengen et de ce que l'on appelle Dublin pour l'asile. Elles n'étaient plus effectives depuis plusieurs mois. Ce qui a conduit certains pays à des initiatives unilatérales. Maintenant nous devons mettre en œuvre l'accord réalisé au Conseil européen. Et d'abord aider la Grèce qui ne peut être laissée seule face à une réalité qui nous concerne tous. Aussi, la France et l'Allemagne vont envoyer chacune 300 des juges, des experts, des spécialistes du droit d'asile pour que nous puissions régler sur place les situations particulières et faire vivre l'accord de réadmission avec la Turquie. Là aussi, nous voulions ensemble montrer l'exemple.»

BILD : Le problème clé du nouvel accord avec la Turquie est le consentement des États de l'UE de faire entrer en Europe des milliers de migrants en provenance de la Turquie. Êtes-vous optimiste sur ce fonctionnement dans toute l'Europe?

« Ce qui est prévu c'est que tous les migrants en situation irrégulière doivent être raccompagnés de Grèce vers la Turquie. L'Europe, avec Frontex, assurera ces retours dans des conditions dignes. Les règles relatives à l'asile devront être respectées. Les organisations humanitaires nous le demandent et elles ont raison. Pour éviter justement ces mouvements de réfugiés de la Turquie vers la Grèce au péril de leur vie, nous avons décidé de réinstaller en Europe des Syriens aujourd'hui dans des camps en Turquie, au Liban et en Jordanie. Ce mécanisme de répartition ne peut véritablement marcher que s'il y a un véritable contrôle de nos frontières extérieures. »

BILD : Combien de réfugiés la France va-t-elle accueillir ?

« L'engagement de la France, c'est d'accueillir 30.000 réfugiés, syriens et irakiens, d'ici deux ans et je tiendrai parole. Mais il y a des migrants qui viennent en France par d'autres moyens. En 2015 nous avons eu une augmentation par ailleurs du nombre de demandeurs d'asile, avec près de 80.000 personnes accueillies en France à ce titre. »

BILD : Est-ce que vous partagez l'avis que la politique allemande des frontières ouvertes la « Willkommenskultur » a été en fait le déclencheur de la venue des migrants en Europe ?

« Ce mouvement a commencé dès le printemps 2015, donc bien avant qu'il y ait cette ouverture affichée par l'Allemagne. Rappelons-nous ensuite l'émotion qui avait saisi en septembre l'opinion publique après la découverte du corps inanimé du petit Aylan Kurdi sur une plage. La cause de ces drames, c'est la situation en Syrie, les bombardements du régime, les atrocités de Daesh. Puis se sont ajoutés tous ceux qui espéraient une vie meilleure en l'Europe. Je pense à ces familles venant d'Afghanistan, du Pakistan et parfois de bien plus loin. C'est pourquoi il fallait mettre un terme à cet afflux tout en respectant le droit d'asile. L'Europe se serait déshonorée si elle avait confondu les migrants économiques et les personnes relevant de la solidarité internationale. Il était important d'envoyer ce message. Et c'est ce que le Conseil européen a fait

en revenant aux règles de Schengen c'est-à-dire à l'enregistrement et à la vérification de la situation de chaque personne se présentant à nos frontières.»

BILD : L'Allemagne a accueilli plus d'un million de réfugiés la France, la grande nation seulement 30.000. Est-ce que c'est juste, est-ce que c'est ça, la solidarité européenne ?

« Je vous ai déjà dit que nous avons accueilli, sur la seule année 2015, des migrants et des réfugiés bien au-delà de ce chiffre. Nous avons été également amenés à gérer la situation des personnes venant du Soudan, d'Erythrée, d'Afghanistan qui veulent se rendre au Royaume-Uni et qui ne sont pas autorisées à y entrer. Nous tentons de les retenir ici. Et nous avons ouvert des centres dans toute la France. Mais ils préfèrent, contre toute raison, attendre et passer par tout moyen au risque de leur vie en Angleterre. Je sais l'effort réalisé par l'Allemagne et je salue la solidarité dont elle fait preuve. Elle devra consacrer à l'accueil et à l'intégration des réfugiés des moyens importants. Mais il ne pouvait être question de reproduire en 2016 ce qui s'était passé en 2015. »

BILD : Que voulez-vous dire ?

« La réponse ne peut être qu'européenne. Sinon ce sera la fin de Schengen et le retour aux frontières nationales, c'est à dire une régression historique. Ce risque était réel jusqu'à ces derniers jours. Et plusieurs pays avaient déjà pris des décisions sous la pression. C'eut été la fin de l'Union européenne telle que la France et l'Allemagne la conçoivent, c'est à dire un espace de responsabilité et solidarité. Il y a partout des forces politiques qui veulent mettre en cause Schengen et qui jouent sur les peurs. Nous ne devons pas les laisser prospérer. Et si je regrette que l'Union européenne ait tardé, elle a fini par trouver, de façon unanime, une réponse globale. »

BILD : Suite à l'accord avec la Turquie, l'Europe a mis son destin entre les mains du président Erdogan, qui a autorisé le départ des combattants de l'IS pour la Syrie, qui fait bombarder les Kurdes et qui foule aux pieds les droits de l'homme. Est-ce une faillite morale de l'Europe que de laisser faire aux Turcs le «sale boulot» pour l'UE ? comme l'a formulé Sigmar Gabriel, vice-chancelier allemand ?

« La Turquie a fait un effort considérable ces dernières années en accueillant 2,5 millions de réfugiés syriens. En permettant à une partie d'entre eux de travailler, en éduquant les enfants, en assurant des conditions dignes. Ne pas aider la Turquie, ce serait finalement abandonner ces réfugiés. Ce serait ni l'intérêt de l'Europe, ni l'intérêt de ces populations qui, si la paix revient en Syrie, doivent pouvoir revenir dans leur famille et leur pays. Cet accord repose sur des conditions bien précises. Pour pouvoir solliciter l'exemption des visas de court-séjour pour les citoyens turcs, la Turquie devra respecter 72 critères. Ensuite, le versement des 3 milliards d'euros à la Turquie ne pourra intervenir qu'en contrepartie des actions qui seront engagées en faveur des réfugiés. Nous ferons les vérifications nécessaires. Nous serons également vigilants par rapport à la lutte que la Turquie mène contre les passeurs et les trafics. Enfin, nous ne renoncerons jamais à nous exprimer sur les droits de l'homme, la liberté de la presse et le respect des minorités.»

BILD : Alors que la crise des réfugiés semble s'apaiser, la terreur islamiste frappe avec brutalité.

Est-on obligé de s'habituer au fait que nous n'allons plus jamais vivre en sécurité en Europe ?

Le monde doit comprendre que la terreur est présente partout. Après Paris, il y a eu Copenhague. Puis encore Paris. Ensuite Bruxelles. Et je n'oublie pas Bamako, Ouagadougou, Abidjan, Ankara et le Pakistan qui a été ensanglanté le dimanche de Pâques où des Chrétiens ont été délibérément visés. Les Etats-Unis ne sont pas à l'abri, on l'a vu avec l'attentat de San Bernardino. Le Canada a été attaqué il y a deux ans. C'est la même source, c'est à dire la barbarie islamiste, qui n'est pas l'islam. Et nous devons en tirer une conclusion : c'est que l'Europe ne peut pas attendre que d'autres règlent les problèmes à sa place. Elle doit assurer sa défense et s'organiser pour lutter contre le terrorisme. Mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. »

BILD : Quelle serait la meilleure façon de lutter contre le terrorisme ?

« D'abord par l'identification des personnes dangereuses et la centralisation des informations. Ensuite les contrôles systématiques aux frontières de l'Europe et l'échange des données des passagers aériens (DND européen) enfin la lutte contre le trafic d'armes et le blanchiment. Mais

passagers aériens (FINR européen), en finir la lutte contre le trafic d'armes et le blanchiment. Mais allons plus loin. La lutte contre le terrorisme nous oblige à franchir des étapes. L'Europe de la Défense est une priorité. Je remercie l'Allemagne pour le concours militaire qu'elle nous a apporté, au Mali mais également en Syrie. Je sais que c'était une décision très difficile à prendre car c'était d'une certaine façon une évolution de sa politique. Mais je préfère le dire : nos deux pays doivent consentir un effort budgétaire à leur défense. Et agir à l'extérieur de l'Europe. Ne comptons pas sur une autre puissance même amie pour nous débarrasser du terrorisme. »

BILD : En tant que Président, vous avez vécu en une seule année deux attaques cruelles dans votre pays ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous personnellement ?

« C'est d'abord un choc. Un choc terrible, des images effrayantes, des familles dévastées. Les journalistes de Charlie Hebdo, je les connaissais. Les policiers qui ont été lâchement abattus incarnent l'autorité de l'Etat. Et l'attaque contre l'Hyper Cacher nous rappelle combien l'antisémitisme, c'est-à-dire la haine des juifs, est un fléau qui n'a pas disparu. Puis il y a eu les attentats du 13 novembre, j'étais au Stade de France juste à côté de Frank-Walter Steinmeier. Dès que des bombes ont éclaté, j'ai appris dans le même instant que des massacres étaient perpétrés au cur de Paris. Jamais il n'y a eu un attentat aussi meurtrier en France. Voilà le choc. Mais il y a un défi. Est-ce que nous cédon à la peur et nous nous replions sur nous-même ou est-ce que nous sommes capables dans l'épreuve d'être plus forts ensemble ?

Regardez cette photo, celle de la manifestation de solidarité à Paris le 11 janvier 2015. Mme Merkel, au premier rang à côté de moi avec plus de 40 chefs d'Etat et de gouvernement. La solidarité européenne est essentielle. Pour défendre nos valeurs, notre liberté avec les moyens du droit notre sécurité. »

BILD : Les terroristes de Paris et Bruxelles étaient « home grown terrorists » - ils avaient des origines françaises et belges. Comment se fait-il que ces individus aient attaqué de manière aussi radicale et brutale une société ouverte qui les a vus grandir ?

« C'est sans doute l'interrogation la plus lourde, la plus terrible. Savoir que ce sont des Français, nés en France, qui ont pu commettre ces actes. Ils ont été élevés dans nos villes, scolarisés dans nos écoles, et dans un délai très court, ils sont passés de la délinquance à la radicalisation, puis à l'attaque terroriste. Il est nécessaire de lutter avec encore plus d'ampleur et de moyens contre les ghettos et la discrimination. Nous devons aussi prendre les mesures face au danger de la radicalisation. Que ce soit sur Internet, dans les mosquées ou dans les lieux publics. Nous sommes tous concernés. Les familles musulmanes sont les plus touchées, mais il y a aussi des convertis. Deux mille Français sont allés ou sont encore en Syrie pour faire le Djihad. A peu près un tiers sont des jeunes filles et des mineurs. Donc il faut avoir une vigilance absolue face à ces embrigadements, ces endoctrinements, ces envoûtements. »

BILD : Avez-vous vraiment cru que le projet abandonné la semaine dernière de déchéance de la nationalité pour les terroristes serait utile ?

« Il était un symbole. Comment admettre qu'un Français puisse tuer d'autres Français parce qu'ils sont français ? Mais ce n'est pas en enlevant la nationalité que l'on peut combattre le terrorisme. C'est en luttant contre les racines mêmes de la radicalisation et de la haine. Et c'est en menant des politiques coordonnées à l'échelle de l'Europe pour appréhender les individus qui veulent nous frapper. Le groupe qui a perpétré les attentats de Paris et de Bruxelles était composé d'individus venant de plusieurs pays d'Europe. Récemment un complice a été arrêté en Italie, d'autres aux Pays-Bas. Les terroristes ne connaissent pas de frontières. Donc, la guerre contre ce fléau ne peut être menée et gagnée dans un seul pays. »

BILD : Les terroristes ne connaissent pas de frontières, au contraire malheureusement des services de sécurité nationaux en matière d'échanges d'informations. Pourquoi n'y a-t-il toujours pas de fichages européens des personnes dangereuses ?

Parce qu'il y a du retard. Et c'est insupportable.

BILD : un retard assez grand.

C'est le problème majeur de l'Europe. Elle prend souvent trop de temps pour décider. A la fin, l'Europe arrive toujours à trouver une solution que ce soit sur les crises bancaires, les dettes souveraines, l'afflux de réfugiés ou même l'action contre le terrorisme. Mais le temps perdu est

de plus en plus coûteux. Quelle est la conclusion qu'il faut en tirer ? Aller vite ! C'est ainsi que nous serons plus efficaces et que nous pourrions convaincre les Européens qu'ils sont réellement protégés.

BILD : La crise des réfugiés, le terrorisme islamiste autant de motifs qui expliquent que les partis d'extrême droite et populistes aient vu significativement accroître le nombre de leurs adhérents. Vous avez une grande expérience avec le Front National. Quel est le conseil que vous donneriez à Madame Merkel quant à l'attitude à observer vis-à-vis de l'AfD ?

« C'est une bien pénible expérience que la France peut offrir, l'extrême droite y existe au plan électoral depuis 30 ans. C'est en 1984, qu'elle a franchi le seuil de 10 %. Certains pensaient que c'était un mouvement de colère et qu'il ne durerait pas et en 2002, Jean-Marie Le Pen a été présent au second tour de l'élection présidentielle. Là aussi certains imaginaient que c'était lié à sa personne. Et voilà que sa fille et sa petite-fille font prospérer le mouvement qu'il a créé.

Marine Le Pen fait tout pour banaliser le Front National en France, mais lorsqu'elle s'exprime au Parlement européen devant Mme Merkel et moi-même, elle reprend les vieux discours sur la rivalité franco-allemande. Elle appelle à un retour des frontières nationales et à la sortie de la France de l'euro, voire même de l'Union européenne. Ce qu'il y a de commun à toutes les extrêmes droites, c'est la peur. La peur de l'autre, la peur de l'Europe, la peur de la mondialisation. »

BILD : Donc quel est votre conseil ?

« Je n'ai pas de conseil à donner. Ce que je sais c'est que la banalisation comme la diabolisation sont les plus mauvaises réponses. Il faut dénoncer les fausses solutions et démonter les propositions fallacieuses, montrer que ce vote est contraire non seulement à nos valeurs mais à nos intérêts. On ne pourra gagner qu'en apportant des réponses aux peuples qui attendent de l'Union Européenne qu'elle les protège. »

BILD : L'Europe prend trop de temps, mais aussi en France il y a du retard avec les réformes économiques et du marché de travail. Pour quelle raison les Français ont tant de mal à accepter ces réformes ?

Depuis 4 ans les réformes se succèdent en France. Le déficit budgétaire s'est réduit au-delà même des objectifs prévus par la Commission européenne, les régimes de retraite sont quasiment à l'équilibre, la compétitivité s'est améliorée, les marges des entreprises sont revenues à leur niveau d'avant la crise, sans amputer le pouvoir d'achat des ménages. La réforme de l'organisation territoriale a été menée à bien. Quant au marché du travail, une première étape de modernisation a été accomplie en 2013, poursuivie en 2015 avec la loi Macron. Et une nouvelle est prévue par le dialogue social. Les Français et notamment les jeunes qui connaissent trop souvent la précarité veulent être rassurés sur leur avenir. A nous de les convaincre que la souplesse et la sécurité peuvent se conjuguer pour créer plus d'emplois durables.

BILD : Une dernière question : Est-ce que vous serez à nouveau candidat à la présidence ?

« Permettez que je réserve, le moment venu, ma réponse à la presse française. »